fr

Press release | 19.01.2010

Situation en Haïti

nous devons annuler la dette et nous acquitter de celle que nous lui devons

Ce mardi 19 janvier 2010, le Parlement européen à débattu, avec le haut représentant de l'UE, Mme Ashton, ainsi qu'avec le Commissaire européen au développement, M. De Gucht, de la situation humanitaire catastrophique à Haïti, suite au séisme qui a dévasté l'île.

Intervenant au nom du Groupe des Verts/ALE,**Mme Eva Joly, présidente de la commission du développement du Parlement européen** a souligné le fait que:

"Dans les années 1970, Haïti était sur le plan alimentaire presque auto-suffisante, elle produisait 90% de ses besoins agricoles. Aujourd'hui, elle en importe plus de la moitié. On se doute que cela n'a pas pu se faire sans mettre à mal la production locale. Haïti, dès avant ce tremblement de terre, était un pays sans ressources, parce que privé des ressources auxquelles il avait droit.

Il nous faut donc d'abord apporter un maximum de soutien à Haïti pour régler ce qui relève de l'urgence. De ce point de vue, on ne peut que déplorer les difficultés de l'assistance internationale à se mettre en place. A l'avenir, nous devrons améliorer nos façons de procéder.

Surtout, nous devons prendre conscience que l'aide au développement sur le long terme ne saurait être efficace si nous imposons ce que nous considérons être les bonnes priorités alors que tous sur place nous disent que nous nous trompons. C'est à une remise en cause de nos propres méthodes que nous devons procéder. Et cela n'ira pas sans augmenter les fonds que nous réservons, sur le long terme, aux politiques de développement. L'UE a annoncé le montant de l'aide qu'elle débloquait pour Haïti, les Etats membres ont fait de même de leurs côtés".

Mme Joly a invité Mme Ashton, M. De Gucht et l'ensemble de ses collègues du PE à comparer ces chiffres:

"De la part de l'UE et sauf erreur de ma part, 130 millions d'euros à court terme, et 200 millions pour les besoins à plus long termes, à d'autres chiffres, ceux de la rémunération en vigueur dans certains secteurs, notamment les 155 Mds de dollars pour quelques milliers de personnes travaillant au sein des principales banques américaines ou de la City, pour cette année seulement. Cela pose la question du modèle de développement que nous voulons promouvoir, au niveau global.

L'aide humanitaire d'urgence est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Elle ne doit en aucun cas se substituer à l'aide au développement, qui elle-même ne doit pas être vécue par les pays qui sont censés en bénéficier comme un véritable diktat. La première façon de venir en aide aux pays les plus en difficulté, c'est encore de les respecter, et de leur permettre de bénéficier de leurs propres ressources. Nous devons annuler la dette d'Haïti, et nous acquitter de celle que nous lui devons".

Recommended

Press release



[EU caves in to the fossil fuel lobby]

19.11.2026

Press release

@Alex Johnson



[COP31 draft fails on fossil fuels]

19.11.2026

Press release

Photo by Hailey Tong on Unsplash



[EU fundamental values are not an ‘à la carte’ menu the…]

18.11.2026

Press release

Adriaan Ploegh



[MEPs urge to strengthen European defence innovation]

12.11.2026

Please share

- E-Mail